



PAS 1 TRIMESTRE DE PLUS, PAS UN EURO DE MOINS 40 ANS C'EST DEJA TROP

GREVE ET MANIFESTATIONS MARDI 10 SEPTEMBRE 2013

Déclaration de la commission exécutive de l'UID FO Drôme-Ardèche

La commission exécutive de L'Union Interdépartementale FO Drôme Ardèche, constate que le gouvernement a décidé de répondre aux injonctions de la Commission de l'Union Européenne visant à poursuivre les attaques contre tous les droits et acquis des salariés.

Et pour justifier cette nouvelle contre-réforme des retraites, on nous ressort l'argument déjà utilisé lors des précédentes réformes, à savoir que *"la durée de vie augmentant les salariés devraient travailler plus longtemps"* !

L'Union Interdépartementale Force Ouvrière Drôme-Ardèche considère que ce n'est pas l'augmentation de l'espérance de vie qui est responsable du soi-disant déficit du régime de nos retraites mais toutes les mesures d'austérité prises pour baisser le « coût du travail », revendiquées et obtenues par le patronat.

C'est l'augmentation des salaires et des pensions, l'arrêt des suppressions de postes dans la Fonction Publique et des licenciements dans le privé, qui entraineront automatiquement une hausse du montant des cotisations et donc des ressources financières pour la Sécurité Sociale et nos caisses de retraite.

Les retraités quand à eux vont payer 890 Millions d'Euros du fait de la fiscalisation de la majoration pour enfants. Ceci s'ajoutera aux 120 € qu'au minimum chaque retraité perdra au fait du report des valorisations annuelles de pension du 1^{er} Avril au 1^{er} Octobre.

Après la loi sur la "flexibilité du travail", élaborée sur la base de l'Accord National Interprofessionnel qui donne la possibilité aux employeurs, de licencier plus facilement, plus vite et moins cher, loi qui remet en cause le Code du Travail, L'union interdépartementale FO Drôme-Ardèche n'accepte pas de voir les retraites une nouvelle fois attaquées.

Elle affirme sa détermination pour combattre toutes les dispositions qui découleront de la loi de "flexibilité du travail", de même qu'elle mettra tout en œuvre pour faire échec à la remise en cause de nos retraites. Elle réaffirme ses revendications :

1993 Balladur - 2013 Ayrault : 20 ans de recul social, ça suffit !

- **NON à l'allongement de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein,**
- **NON à la désindexation des pensions par rapport à l'inflation,**
- **POUR la suppression des exonérations de cotisations patronales.**
- **POUR l'Augmentation des salaires public et privé.**

Face aux nouvelles menaces qui pèsent sur les retraites, L'union interdépartementale Force Ouvrière appelle tous les salariés, retraités et demandeurs d'emploi à manifester en Drôme-Ardèche :

VALENCE 14h30 Champ de Mars

PRIVAS 10h30 Préfecture

ANNONAY 14h00 Gare Routière

AUBENAS 15h00 Champ de Mars



Communiqué des Organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires se sont réunies aujourd'hui sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, de l'avenir des services publics.

Après la conférence sociale et les concertations de l'été, le gouvernement attend le mois de septembre pour donner les grandes mesures qu'il compte prendre. Ses premières déclarations inquiètent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi, d'autant que le calendrier imposé est très resserré.

Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et les mesures qu'elles ne sauraient accepter: tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes.

Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'études, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois.

Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC.

Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations, dans le système de retraite solidaire. Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité.

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013, pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.